

FICHE DE PRESENTATION

GCHRETIA0303

1 - Géopolitique de l'isthme caucasien : casse-tête sur un échiquier

2 - LCL (Air) CHRETIEN Airy, FRANCE

3 - Mars 2000

4 - A2

5 - Mémoire de géopolitique

6 - L'isthme caucasien, carrefour historique des civilisations, offre un cadre géographique, politique et humain, très complexe aux nombreux acteurs qui s'y trouvent. Les extrêmes tensions qui l'ébranlent sont dues tout autant aux conséquences majeures de l'explosion soviétique, qu'au pouvoir attractif des réserves énergétiques de la mer Caspienne. Les jeux d'alliances ne doivent pas cacher la lutte sans merci que s'y livrent le bloc occidental mené par les Etats-Unis d'Amérique et le bloc continental russe, menacé d'enclavement et d'encerclement. L'enjeu est de taille, puisqu'il s'agit de prendre, plus ou moins directement, le contrôle de l'arc stratégique méridional de l'Eurasie et d'en tirer des bénéfices notamment énergétiques. Dans ce contexte, les perspectives de stabilité et de prospérité sont ténues. L'Europe politique, en voie de construction, arrive certainement à point nommé.

7 - Mémoire - Géopolitique - Caucase - Caspienne - Mer Noire - Fédération de Russie - CEI - OTAN - Hydrocarbures - Oléoducs - Conflictualité - Alliances - Stabilité

Mémoire de 31 pages

| |
|---------------------------|
| TABLE DES MATIERES |
|---------------------------|

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| I - Un cadre complexe | p.5 |
| I.1. <u>La géographie de l'isthme caucasien</u> | p.5 |
| I.2. <u>Les causes structurelles d'un haut niveau de conflictualité :</u> | p.6 |
| I.2.1. Géographiques : les propriétés de l'isthme | p.7 |
| I.2.2. Politiques : deux systèmes pour deux versants | p.7 |
| I.2.3. Humaines : diversité ethnique et valeurs communes | p.7 |
| I.3. <u>Le poids de l'histoire : ondes de choc et résonances</u> | p.9 |
| I.4. <u>Une déstabilisation régionale récente</u> | p.11 |
| I.4.1. Une ère turbulente | p.11 |
| I.4.2. Des conflits nationaux, ethniques et frontaliers | p.11 |
| II - Le Caucase : pivot énergétique et tensions | p.13 |
| II.1. <u>Etat des lieux : incertitude sur les stocks</u> | p.14 |
| II.2. <u>Convoitises sur les flux : la bataille des oléoducs</u> | p.15 |
| III - De multiples acteurs sur un théâtre très confiné | p.16 |
| III.1. <u>L'influence pesante du voisin russe :</u> | p.16 |
| III.1.1. Un environnement très instable | p.16 |
| III.1.2. Notion de limes et concept de l'étranger proche | p.17 |
| III.1.3. Caucase du Nord : dynamique conflictuelle pour la survie de la Fédération | p.19 |
| III.1.4. Transcaucasie : perte d'influence et enclavement | p.20 |
| III.2. <u>Les puissances régionales face au géant russe</u> | p.21 |
| III.2.1. L'Iran grignotant aux marges sans réelle percée | p.21 |
| III.2.2. La Turquie : une quête prudente pour une domination improbable en Transcaucasie | p.22 |
| III.3. <u>Les mafias locales, au cœur de la culture caucasienne</u> | p.22 |
| III.4. <u>Les compagnies pétrolières, bras occidental</u> | p.23 |
| IV - Le jeu complexe des alliances | p.24 |
| IV.1. <u>Un jeu croisé d'alliances autour d'un arc stratégique régional</u> | p.24 |
| IV.2. <u>Le rôle de l'Occident et de l'OTAN autour d'un arc stratégique continental de l'Atlantique au limes chinois</u> | p.26 |
| V - La problématique de la stabilité régionale : quelles voies d'avenir pour le Caucase ? | p.27 |

INTRODUCTION

Isthme montagneux par lequel s'articulent l'Europe géographique et l'Asie, barrière semblant infranchissable mais pourtant lieu de tous les passages, le Caucase a été et reste le creuset où sont venues se fondre les influences les plus diverses au cours de sa longue histoire. Les définitions et les symboles ne manquent pas pour qualifier cette région du monde : échiquier, poudrière, terre d'influences et d'instabilités, d'intérêts stratégiques et de conflits chroniques, mosaïque ou marqueterie d'ethnies et de peuples de montagnards au sein desquels s'entremêlent islam et chrétienté, sécessions et autres indépendances.

Tous les ingrédients sont réunis pour faire du Caucase un pivot géopolitique dont une des caractéristiques est sa complexité extrême, tant du point de vue géographique qu'historique, et politique qu'humain. La violence et la fréquence des conflits qui s'y perpétuent sont à la hauteur des enjeux qui lui sont liés, sur le versant nord tout autant que sur le sud. La grande Fédération de Russie y joue sous nos yeux une partie essentielle de son avenir et de son intégrité. Les voisins turc et iranien, quant à eux, éprouvent quelques difficultés à y fixer leur influence quand les lointaines puissances occidentales intriguent pour y prendre pied durablement, attirées par la manne énergétique.

Dans cette dynamique géostratégique, l'avenir du Caucase est capital, tant du point de vue de l'intégrité du Goliath russe que de celui de la recomposition régionale voire continentale, sans omettre celui du devenir des républiques caucasiennes elles-mêmes. Mais, en dépit de voies fragiles qui paraissent se dégager et qui permettraient de pacifier et stabiliser l'ensemble du Caucase, du moins sa partie méridionale, l'avenir paraît actuellement bien mal préparé, à travers les multiples conflits qui s'y déroulent et l'emprise de la gangrène mafieuse. Avec toute la prudence rendue nécessaire par l'extrême sensibilité russe, ces voies d'avenir pourraient en effet être basées sur une meilleure coopération économique régionale ainsi que sur l'appoint politique et économique d'instances occidentales n'excluant pas la Fédération de Russie. Si cette stabilisation à court ou moyen terme reste très incertaine, la poursuite de la haute lutte entre les blocs occidental et continental pour la maîtrise du chaînon caucasien, verrou d'un arc stratégique eurasiatique, est quant à elle beaucoup plus probable.

Ainsi, de façon à cerner la grande complexité de la région caucasienne, nous analyserons les principaux facteurs géographiques, politiques et historiques qui la caractérisent et qui expliquent son haut niveau de conflictualité. Puis nous identifierons les enjeux énergétiques au Caucase, ainsi que les nombreux acteurs et forces qui s'y côtoient, s'y concurrencent ou encore nouent des alliances rendues complexes par l'instabilité de l'environnement caucasien ; dans ce cadre, le rôle de la Russie y sera particulièrement étudié. Nous terminerons enfin par l'analyse de la problématique de la stabilité régionale.

I. UN CADRE COMPLEXE

I.1. La géographie de l'isthme caucasien

De façon lapidaire, nous pourrions dire du Caucase qu'il n'est pas un bout du monde, mais un milieu du monde, pas une marge mais un foyer. Il convient avant toutes choses de définir le cadre géographique de cette région très complexe et turbulente, mal connue des peuples occidentaux comme des Français. Il est en effet souvent nécessaire à ces derniers de reprendre leur atlas afin de matérialiser les contours flous de cette région du monde, pourtant située à moins de quatre heures de vol de Paris.

Terre de contrastes extrêmes, lieu de rencontre et trait d'union entre l'Orient et l'Occident, le Caucase (en russe, *Kavkaz*) est à la fois un couloir naturel, lieu de tous les passages, et une barrière difficilement franchissable. Le Caucase est un isthme constitué de hautes montagnes alpines, situé entre la mer Caspienne et la mer Noire (ou plus précisément la presqu'île de Crimée), sur lequel se rejoignent Europe et Asie. Plus précisément, le Caucase représente le flanc méridional de la Russie européenne, son « ventre mou » selon certains analystes, bordé au sud par la Turquie et l'Iran dont nous étudierons plus loin les influences ; sa superficie est de l'ordre de 440.000 km², soit 80% de celle de la France.

L'isthme caucasien se divise en trois zones naturelles, quelquefois baptisées « les Caucases », encadrées par les mers Noire et Caspienne : la Ciscaucasie ou Caucase du Nord, le Grand Caucase au centre et la Transcaucasie au sud.

Au nord, basses plaines à pente douce et terres noires ainsi que steppes semi-désertiques caractérisent la *Ciscaucasie*, piémont septentrional du Caucase. Restée dans le giron de la Fédération russe, elle englobe une demi-douzaine de républiques et de territoires autonomes, plus ou moins connus selon les événements en cours, des Adyghés, des Karatchaïs Tcherkesses, de Kabardino-Balkarie, d'Ossétie du Nord, d'Ingouchie, de Tchétchénie et du Daghestan, au bord de la mer Caspienne.

La zone axiale du *Grand Caucase*, quant à elle, est généralement considérée comme la limite géographique entre l'Europe et l'Asie. Sa longueur est de 1.300 km, sa largeur étant de 150 à 200 km. Elle culmine avec l'Elbrouz (5.633 m), d'autres sommets dépassant les 5.000 m, et compte de nombreux glaciers. La partie nord-ouest et centrale de la chaîne, principale région agricole du pays et célèbre pour ses activités thermales et touristiques, a toujours été réputée pour sa relative richesse. Les secteurs de haute et moyenne montagne ainsi que les steppes semi-arides des confins tchéchéno-daghestanais, sont en revanche beaucoup moins prospères (misère, démographie galopante, chômage, etc.) D'un point de vue géologique, cette aire centrale, ainsi que les régions transcaucasiennes, appartiennent au domaine alpin, caractérisé ici par la surrection de très hautes chaînes et l'effondrement de profonds bassins. La puissance du soulèvement explique les dimensions et les altitudes des massifs, dont la formation très récente permet de comprendre la relative rareté, en regard des autres montagnes alpines,

des formes de relief glaciaire. Par ailleurs, il existe au Caucase de nombreux gisements miniers. La position du Caucase en fait également une barrière climatique. Il oppose aux masses d'air arctique, stagnant sur les steppes, un barrage difficilement franchissable. Pour résumer, le Grand Caucase est l'une des chaînes les plus élevées, les moins franchissables et les plus mystérieuses de l'ex-URSS, sans commune mesure avec les monts Oural.

La *Transcaucasie* enfin, partie méridionale du Caucase plus vaste et accidentée que la Ciscaucasie, est partagée entre les trois Républiques nouvellement indépendantes d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie où de riches bassins à l'agriculture subtropicale (vigne, thé, céréales) s'opposent aux plateaux et massifs volcaniques du Petit Caucase, chaîne parallèle aux monts du Caucase, voués à l'élevage. Ces républiques sont d'étendue modeste. A titre de comparaison, l'Arménie et la Belgique - ou encore la région PACA, disposent d'une superficie similaire (30.000 km²), de même pour la Géorgie et l'Irlande (69.000 km²), ainsi que pour l'Azerbaïdjan et l'Autriche (environ 85.000 km²).

Enfin, pour parachever la description, l'isthme caucasien est bordé par d'anciens « lacs soviétiques », à l'est par la mer Caspienne, plus grande mer fermée du monde, et à l'ouest par la mer Noire. La **mer Caspienne** s'étend sur près de 370.000 km², à une altitude d'environ 30 mètres sous le niveau moyen des mers, ses dimensions étant de 1.300 km en latitude et 300 km en longitude. Elle a pour caractéristique d'avoir une histoire hydrographique instable, sa masse aquatique étant en réduction significative depuis plusieurs décennies : en effet, la Caspienne a perdu depuis le début du XX^e siècle environ 40.000 km². Mais si elle se trouve à présent sous les feux de l'actualité, c'est bien du fait qu'elle recèle dans ses sous-sols d'importantes réserves d'hydrocarbures dont nous verrons plus loin qu'elles sont à l'origine de nombreuses convoitises et tensions. (§ II – Le Caucase : pivot énergétique et tensions.)

La **mer Noire**, quant à elle, est le débouché naturel, le « vase d'expansion » des hydrocarbures de la région Caspienne, dont elle autorise l'évacuation via la clé du Bosphore. Deux riverains majeurs se trouvent en concurrence pour capter les flux pétroliers et gaziers d'Azerbaïdjan et d'Asie centrale (Turkménistan et Kazakhstan) : la Russie, qui mise sur le port de Novorossisk pour se projeter dans la mer Egée et la Méditerranée, et la Turquie, dont l'influence va grandissante, avec l'aide des Etats-Unis. Les enjeux géostratégiques liés à la mer Noire sont donc importants. S'il s'agit effectivement de chercher à désenclaver le Caucase et la région Caspienne, il s'agit avant tout de réduire la puissance géopolitique rivale (§ IV – Le jeu croisé des alliances.)

I.2. Les causes structurelles d'un haut niveau de conflictualité

Le Caucase a toujours été une terre de violences. Il y a à cela plusieurs raisons fondamentales, dont certaines structurelles. Ainsi, nous allons analyser les causes géographiques, politiques et humaines d'un tel niveau de conflictualité.

I.2.1. Causes géographiques : les propriétés de l'isthme

Aymeric Chauprade, dans son « Introduction à l'analyse géopolitique », rappelle que les isthmes sont des zones de haute conflictualité car ils permettent, par leur capture, de verrouiller ou d'ouvrir le passage entre deux aires géopolitiques distinctes. Il ajoute que l'espace que constitue une mer intérieure, comme la Méditerranée, la mer Noire ou la mer Caspienne, est aussi l'objet d'une géopolitique propre. Ce rappel s'applique parfaitement au monde caucasien, d'autant que de nombreux facteurs d'instabilité s'ajoutent à ce seul fait géographique.

I.2.2. Causes politiques : deux systèmes pour deux versants

Une ère nouvelle s'est ouverte voilà une dizaine d'années avec la disparition du bloc soviétique, dans lequel l'ensemble du Caucase se trouvait figé et relativement stabilisé depuis plusieurs décennies.

Depuis lors, les événements de 1991 ont vu la ligne de « démarcation » déplacée vers le nord avec l'indépendance des trois Etats transcaucasiens de Géorgie, d'Azerbaïdjan et d'Arménie. Les républiques situées au nord de ces Etats sont, quant à elles, restées dans le giron de la grande Fédération russe. Il ressort de cette situation que chacun des versants caucasiens est à présent très différent, empêchant de traiter cette zone dans sa globalité d'ensemble géopolitique.

Celle du Caucase du Nord montre à l'envi combien la stabilité régionale est loin d'être acquise, loin s'en faut : la Russie, ainsi que nous le verrons ultérieurement, y joue un rôle d'autant plus important que l'avenir de sa fédération, et accessoirement du pouvoir en place à Moscou, tient en grande partie au maintien sous son autorité des républiques caucasiennes du nord. La crise tchétchène, dans toute sa violence, cristallise à elle seule cette problématique, avec le risque important de débordement selon l'effet classique de tâche d'encre.

La Transcaucasie à peine émancipée, quant à elle, a trouvé maintes raisons de se déchirer. Hésitant entre la couverture offerte par la CEI et l'attraction des muses occidentales, elle ne parvient toujours pas à trouver de stabilité durable. La Fédération russe tente d'y conserver une influence, mais le déclin de cette dernière semble irrémédiable. Les trois Etats du sud, libérés du joug soviétique mais encore empêtrés dans des conflits territoriaux difficiles, multiplient les alliances plus ou moins formelles dans les domaines politique ou économique, que ce soit localement avec leurs voisins directs, la Turquie, l'Iran, l'Ukraine ou encore la Russie, ou plus largement - au sens géographique du terme - avec la Grèce, les Etats-Unis et les pays occidentaux.

I.2.3. Causes humaines : diversité ethnique extrême et valeurs communes

Le Caucase est une montagne berceau et un refuge. Des civilisations s'y sont élaborées, des langues s'y sont forgées, qui ont envahi les plaines adjacentes.

Cette région abrite en effet une des plus étonnantes mosaïques humaines du vieux continent. Al-Mas'udi, voyageur arabe du XI^e siècle, nommait le Caucase la

« montagne des langues ». Ces mots résument bien la géographie et la diversité culturelle d'une des régions les plus insolites du globe. Le seul Daghestan, petit pays de montagne aux 30 langues, en est un excellent exemple.

Le Caucase verrouille, de la mer Noire à la Caspienne, le principal accès des peuples du Nord vers les riches empires du Sud, jadis irrigué par la célèbre « Route de la soie ». Obstacle, mais également point de passage obligé entre le Nord et le Sud, le Caucase, objet de la convoitise des empires qui se sont faits et défaits dans cette partie du monde, porte l'empreinte de toutes les civilisations qui s'y sont succédées. L'isthme caucasien a réellement joué le rôle d'un refuge devant les nombreuses invasions, ce qui explique la multiplicité des peuples qui, retirés dans les hautes vallées, ont pu conserver leurs langues, leurs croyances et traditions. Certains ont longtemps évolué en vase clos et comptent seulement quelques milliers de représentants.

Dans ce cadre, la colonisation russe, qui a tout de même apporté trois millions d'Européens dont une majorité de slaves, a bouleversé de façon importante la composition ethnique de cette région. En remarque annexe, on peut noter toutefois que depuis, entre 1989 et 1992, cette dernière s'est un peu rapprochée des valeurs connues avant la colonisation, avec le départ de 15 à 40% de la population russe des républiques de Transcaucasie.

Concernant plus précisément le langage, un grand nombre de langues sont concentrées sur un espace restreint, ce qui a été source de fascination pour tous les observateurs du Caucase, de l'Antiquité jusqu'à l'époque contemporaine. On y parle encore actuellement près d'une cinquantaine de langues, que l'on a tenté de séparer en trois groupes : les langues du Caucase (également parlées ailleurs), les langues caucasiennes (apparentées à des familles linguistiques) et les 38 langues caucasiennes ou indigènes (parlées nulle part ailleurs, ni rattachées à aucune famille connue, telles le géorgien, seul à posséder son alphabet propre).

S'il existe une très grande disparité ethnolinguistique, le fait religieux ne manque également pas de compliquer la donne sur la terre caucasienne. Ses habitants - plus de vingt millions - sont en grande partie musulmans. Mais quelques îlots de chrétienté subsistent, notamment en Géorgie (Eglise géorgienne) et en Arménie (chrétiens orthodoxes). En développement ces derniers temps, l'islam radical représente une voie d'espérance pour nombre de peuples ou de républiques en déroute. Il représente surtout un péril pour la Fédération russe, mais aussi pour l'ensemble de la région, compte tenu des risques d'extension qu'il contient. Le mouvement wahhabite, soutenu par le royaume saoudien, en est un représentant.

Il existe donc une extraordinaire variété de peuples au Caucase, fruit de son histoire et de sa géographie, qui en fait la richesse et la complexité. Mais diversité ne signifie pas disparité culturelle : dans le cadre géographique du Caucase, surtout dans les montagnes du Nord, s'est formée une civilisation bien spécifique. Découpé en régions simplement définies par la nature du relief et l'appartenance ethnique, le Caucase a été longtemps un foyer d'endémismes et le refuge de sociétés archaïques et belliqueuses, indomptables et de mœurs empreintes d'une

barbarie chevaleresque. Il présente toujours, à l'aube du troisième millénaire, ces caractéristiques d'une terre de légendes et de violences.

C'est ainsi que les peuples caucasiens ont exercé une grande influence sur l'imaginaire russe. La colonisation a imposé par la suite une cohabitation entre les Russes, gens de plaines, et les montagnards. Cette relation a toujours été imprégnée d'une certaine fascination mais également de haine.

En effet, les peuples du nord du Caucase n'ont jamais été entièrement soumis à l'autorité de Moscou, hormis durant la longue parenthèse soviétique. De nombreuses insurrections antirusses ont été le fait de ces peuples de montagnards. A titre d'illustration, les conflits entre Russes et Tchétchènes, peuples courageux mais cruels décrits par Tolstoï et Pouchkine, n'ont pas cessé depuis le XIX^e siècle. Déjà en 1837, des tribus caucasiennes avaient tenté de former une confédération pour lutter ensemble contre les Russes. La guerre en cours autour de Grozny « *la Terrible* » n'est donc pas un phénomène nouveau, même s'il elle ne présente pas les mêmes enjeux maintenant qu'autrefois. Elle cristallise en tout cas le caractère périlleux des relations entre la Russie continentale, centre de la Fédération, et sa périphérie méridionale. Nous en verrons les enjeux au § III.1.3. Caucase du Nord.

En raison de cette complexité, mais aussi des conflits et des tiraillements qui le déchirent et le divisent, le Caucase est d'ailleurs souvent comparé aux Balkans, région plus proche et mieux connue des occidentaux, qui est pour nous le symbole de l'atomisation et de la décomposition régionales.

I.3. Le poids de l'histoire : ondes de choc et résonances

Si les raisons structurelles de l'instabilité régionale sont nombreuses, ainsi que nous l'avons vu, celles, historiques, ne manquent pas. Après un bref rappel sur le cadre et les grandes lignes de l'histoire régionale, nous allons voir que ce sont des ondes de choc récentes, notamment depuis la Seconde Guerre mondiale, qui ont eu une influence directe sur les maux présents. Les terres caucasiennes n'en finissent pas de résonner...

L'histoire, dit-on, est fille de la géographie. Cet axiome est clairement avéré dans le Caucase. Il suffit en effet de jeter de nouveau un regard sur un atlas pour mieux comprendre l'histoire de cette région : une chaîne de hautes montagnes entre deux mers ; au nord, la Russie ; à l'ouest, la Turquie (autrefois empire ottoman et il y a plus longtemps encore empire byzantin) ; à l'est, les steppes arides d'Asie, d'où surgirent les envahisseurs mongols ; au sud-est, l'Iran (anciennement la Perse) ; au sud enfin, l'Irak, la Syrie, l'Arabie.

Nous l'avons vu, le Caucase possède des terres fertiles, des gisements miniers, ainsi que des champs de pétrole. Malgré leurs tentatives de conquête de cette région très riche, qui était constituée de principautés indépendantes dès le début du XVIII^e siècle, les Russes n'en ont eu le contrôle qu'au XIX^e siècle après plusieurs guerres avec la Perse et l'Empire ottoman, qui se disputaient également l'hégémonie de la région. Les habitants de la Géorgie et de l'Arménie, de confession chrétienne, ont accepté la protection des Russes pour les défendre contre les persécutions turques ; en revanche la population musulmane du Caucase

s'y est opposée. L'autorité russe s'est caractérisée dans l'ensemble par une politique de force et de répression. Après l'effondrement de la Russie tsariste au cours de la Première Guerre mondiale, le nord du Caucase s'est trouvé partagé en républiques indépendantes. En 1922, elles ont constitué la République socialiste fédérative soviétique transcaucasienne, une des quatre premières républiques d'union de l'URSS, pour être à nouveau séparées en 1936, mais sont cependant restées des républiques d'union. La « Caucasia » a connu avec les Soviétiques des déportations massives et des exécutions ; en 1944, presque toute la population de Tchétchénie-Ingouchie, de Karatchaïevo-Tcherkessie et de Kabardino-Balkarie a été déportée en Sibérie.

Avant l'éclatement de l'Union en 1991, plus du quart des entités nationales soviétiques étaient concentrées au Caucase, soit 14 sur 52 que comptait l'URSS, pour un total d'environ 23 millions d'habitants. On compte à présent trois républiques fédérées au sud, et neuf républiques autonomes. Cet assemblage de peuples, sauf pour les plus grandes unités, ne correspond à aucune réalité historique. Il fut le fruit de la combinaison de trois facteurs, que l'on peut qualifier d'ondes de choc historiques, plus responsables que jamais des grands maux contemporains. On peut en effet identifier trois étapes-clés, trois chocs dans l'histoire du Caucase : la colonisation russe au XIX^e siècle, plus difficile sur le versant nord que sud, la déportation massive par le caucasien Staline des peuples tchéchéne et ingouche durant le second conflit mondial, enfin, la désoviétisation qui a eu pour conséquence l'atomisation politico-ethnique et la renaissance des vieux démons : conflits identitaires, revendications territoriales, « guerres saintes » et concurrence acharnée attachée aux richesses pétrolières et gazières. De nombreux conflits ou tensions sont dus à ces successions de ravages dans le Caucase.

Citons, à titre d'exemple, quelques-unes des ces aberrations historiques : l'Ossétie est rattachée pour les deux tiers à la Russie, pour un tiers à la Géorgie. Le Haut-Karabakh, peuplé à 80% d'Arméniens, dépend officiellement de l'Azerbaïdjan, ce qui a conduit aux drames, coûteux en vies humaines, que l'on connaît. Une importante fraction des Tchétchènes et Ingouches, déportés massivement comme nous venons de le voir, vit encore au Kazakhstan, de même que nombre de Karatchaïs et de Balkars, victimes du même sort. L'histoire du Caucase avait pourtant tracé un tout autre espace, mais celui-ci a été bouleversé et défiguré entre 1801, début de la colonisation russe, et 1953, date de la disparition du caucasien Djougachvili dit Staline, celui dont on a dit à raison qu'il avait tué bien plus de Russes, que ces derniers n'avaient tué de Caucasiens.

Enfin, ce n'est qu'en 1991, année de tous les bouleversements, que les peuples de Transcaucasie ont pu retrouver leur indépendance ; pour se voir aussitôt confrontés à une flambée de violences séparatistes attisées par l'emprise des mafias, les rivalités ethniques et les enjeux pétroliers. Un chapelet de conflits ouverts ou en puissance, qui court de l'Abkhazie au Daghestan, en passant par l'Ossétie, l'Ingouchie, le Haut-Karabakh et la Tchétchénie. Les digues de l'ordre ancien rompues depuis bientôt dix années, les nouveaux Etats transcaucasiens sont encore loin d'un état de paix durable.

I.4. Une déstabilisation régionale récente

I.4.1. Une ère turbulente

On serait tenté de qualifier cette nouvelle ère, ouverte il y a une décennie, de phase de décomposition générale. Le désordre ambiant, les crises et les conflits ont succédé à « l'ordre soviétique. »

Dès lors qu'une certaine autonomie a été accordée aux peuples de l'ex-URSS, ils vont l'utiliser pour rejeter un centre responsable, selon eux, d'une longue période de méfiance, de soumission et de frustrations. Engagé sur les rivages de la Baltique aux pays baltes, le mouvement d'émancipation s'est étendu ensuite, selon des modalités différentes, dans le Caucase avant de poursuivre dans les républiques d'Asie centrale. Les trois républiques de Transcaucasie ont acquis l'indépendance mais non la stabilité politique, alors que de nombreuses tentations centrifuges, sur la périphérie, sont plus que jamais à l'origine de mouvements de revendication d'autonomie au sein de la Fédération.

Nous allons, à présent, analyser les principaux conflits de la région caucasienne.

I.4.2. Des conflits nationaux, ethniques et frontaliers

Dans ce contexte ambiant, et avant d'aller plus loin, il est intéressant de relire les écrits de G.Maspero en 1897, dans son « Histoire ancienne des peuples de l'Orient classique » :

« Certaines contrées semblent prédestinées dès l'origine à n'être que des champs de bataille disputés sans cesse entre les nations. C'est chez elles et à leurs dépens que leurs voisins viennent vider, de siècle en siècle, les querelles et les questions de primauté qui agitent leur coin du monde. On s'en jalouse la possession, on se les arrache lambeau par lambeau, la guerre les foule et les démembrer : tout au plus leurs peuples peuvent-ils prendre parti, se joindre à l'un des ennemis qui les écrasent et, l'aidant à triompher des autres, rendre du même coup leur servitude assurée pour longtemps (...). Ils se divisent en cent communautés rivales qui se livrent de petits combats pour la défense de petits intérêts, mais si rudement et d'un acharnement si furieux que le pays en souffre autant et plus que d'une invasion. Ils ne font trêve à leurs luttes que sous un maître venu du dehors, et ils ne vivent une vie personnelle que dans l'intervalle de deux conquêtes : leur histoire s'absorbe presque entière dans celle de plusieurs autres peuples. »

Un siècle plus tard, la donne n'a guère changé. Toujours très convoité et soumis à d'intenses pressions et tractions, l'isthme caucasien est à l'image des violentes activités sismiques qui l'ébranlent régulièrement. La combinaison de facteurs géographiques, ethniques et historiques est à l'origine des nombreuses situations conflictuelles rencontrées en Transcaucasie comme au Caucase du Nord.

Jetons un regard sur la Transcaucasie. Livrés à eux-mêmes depuis 1991, année de leur indépendance, les trois Etats caucasiens du sud sont entrés dans une ère de turbulences et font depuis le difficile apprentissage de la démocratie. Pour qui connaissait leur capitale (Bakou, Erevan et Tbilissi) du temps du régime soviétique, les changements sont à la fois spectaculaires et surprenants. Les premières années ont été chaotiques, notamment en raison du conflit armé qui a opposé l'Arménie à l'Azerbaïdjan pour le contrôle du Haut-Karabakh, petit territoire de 4.400 km² situé en Azerbaïdjan mais peuplé à 80% d'Arméniens ; également en raison de celui qui oppose la Géorgie aux autonomistes de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.

Ces conflits se déroulent dans un contexte d'ingérence de puissances régionales ou extérieures à la zone, à commencer par la Russie, juge et partie, et dont le concept de « l'étranger proche » (*blije zaroubiejne*), auquel nous nous intéresserons plus loin, traduit le retour d'une certaine logique impériale. D'un autre côté, attirés par la manne pétrolière, les plus grands groupes pétroliers et gaziers mondiaux affluent vers la mer Caspienne, attirés par ses importantes réserves en hydrocarbures.

Le Karabakh, premier détonateur

Les causes du conflit du Haut-Karabakh remontent à 1921, lorsque le territoire a été octroyé à l'Azerbaïdjan par Staline. Après les premiers soubresauts de 1988, les indépendances de 1991 ont remis sans difficulté le feu aux poudres, feu dévastateur ayant tout de même occasionné la mort de 20.000 personnes.

Le Karabakh est devenu une sorte de laboratoire pour les conflits dits « inter-ethniques » de l'ex-URSS, ainsi qu'un moteur pour le mouvement démocratique et indépendantiste, en Arménie comme en Azerbaïdjan. Mais il représente également un enjeu dans la lutte pour le pouvoir. Il constitue aujourd'hui une réelle entrave à la consolidation de l'indépendance, au développement économique, et offre un levier efficace au pouvoir russe pour y maintenir son influence dans la région.

Pour l'instant, dans cette zone conquise de haute lutte, qui représente un enjeu stratégique essentiel et une porte vers le Proche-Orient mais aussi un verrou de sécurité, la Russie semble plus décidée que jamais à s'imposer comme l'arbitre privilégié des conflits qu'elle a quelquefois attisés. Elle y joue même, avec l'accord de l'Occident, le rôle de gendarme de l'Eurasie, conforme à son ancienne vocation impériale, face à la Turquie et à l'Iran, tentés de revenir dans leur ancienne zone d'influence.

Près de six ans après l'accord de cessez-le-feu, signé en 1994 à Moscou, le conflit n'a toujours pas trouvé de solution politique (questions des réfugiés, du corridor de Latchine reliant le Karabakh à l'Arménie - d'une largeur de 4 km - et surtout du statut du Haut-Karabakh). L'Occident, notamment les Etats-Unis et la France, tente de s'investir dans la recherche d'un règlement, les richesses de la Caspienne n'y sont sans doute pas étrangères. De nombreuses alliances d'intérêts se nouent autour de ce conflit, ainsi que nous le verrons au paragraphe IV.1. Un jeu croisé d'alliances. Les dernières « nouvelles du front » font état d'une

proposition d'auto gouvernement et d'un statut d'autonomie aux limites de l'indépendance.

Géorgie : les revendications sécessionnistes en Abkhazie et en Ossétie du Sud

L'Etat géorgien éprouve nombre de difficultés depuis 1991, passant d'une guerre civile à l'autre tandis que les mafias en prennent progressivement le contrôle. Entre nationalisme géorgien exacerbé et revendications indépendantistes de la périphérie, la question abkhaze constitue aujourd'hui l'un des sérieux défis pour la construction de l'Etat. Dès la soviétisation du pays en 1921, l'autonomie de la république abkhaze avait été acquise au sein de la Géorgie puis remise en question. Depuis la disparition de l'URSS, l'Abkhazie réclame de nouveau un statut d'autonomie au sein de la Géorgie, la Russie jouant un rôle assez actif auprès des sécessionnistes, façon pour elle de maintenir la pression sur le pouvoir géorgien du « lion de Tbilissi », Edouard Chevardnadze, ancien apparatchik soviétique. Un cessez-le-feu fragile est actuellement en vigueur.

Nous retrouvons une problématique similaire en Ossétie, territoire à haut risque. A la chute de l'empire soviétique, l'Ossétie fut divisée en deux territoires : l'Ossétie du Nord restée dans le giron russe, au nord de la ligne de démarcation, et l'Ossétie du Sud attribuée à la Géorgie mais ... réclamant son rattachement à la Russie. Selon les Géorgiens, la République d'Ossétie du Sud n'existe pas ; néanmoins il existe bien une entité étatique autoproclamée qui n'a pourtant aucun espoir d'acquiescer son indépendance. Les Géorgiens considèrent les Ossètes comme des nouveaux venus dont les revendications sont encore moins légitimes que celles des Abkhazes. Les tensions sont donc très vives autour de ce sujet, Moscou et Tbilissi ayant même frôlé la guerre en 1992. Le problème des réfugiés, comme dans tout conflit de ce type, n'est également pas le moindre. Depuis, une force de maintien de la paix, composée de troupes russes, géorgiennes et ossètes, parvient tout de même à maintenir un statu quo précaire.

Les républiques caucasiennes du nord, quant à elles, n'évoluent pas dans le même contexte politique. Leur maintien, de force plus que de gré, au sein de la « Fédération russe » - selon l'expression plus appropriée de Thierry de Montbrial, directeur de l'IFRI, s'inscrit dans le cadre d'enjeux beaucoup plus généraux que les seules tensions existant en Transcaucasie. « *Le Caucase du Nord est russe* » prétendent les moscovites. Cette affirmation a l'avantage d'être claire et sous-tend parfaitement l'action du pouvoir russe dans les contrées caucasiennes. Les incidences de cette action, et notamment celle menée en Tchétchénie, seront analysées au § III.1.3 - Caucase du Nord : dynamique conflictuelle pour la survie de la Fédération.

II. LE CAUCASE : PIVOT ENERGETIQUE ET TENSIONS

En remarque liminaire, on peut rappeler que la présence de pétrole dans les sous-sols du Caucase et d'Asie centrale était connue dès le XIII^e siècle.

Nous allons voir à présent qu'après la période des grands espoirs – il était courant il y a peu de traiter du « nouvel eldorado de la Caspienne », les experts recadrent avec davantage de modération le volume des ressources

d'hydrocarbures attendu. Certains parlent même d'une « bulle stratégique » créée artificiellement autour de la Caspienne. Mais si une certaine marge d'incertitudes demeure, le problème majeur et les principaux enjeux, plus que le niveau de production en lui-même, reste celui des transits et de l'évacuation des hydrocarbures, par oléoducs, mais également vers les issues naturelles que sont la mer Noire et la mer Méditerranée ; la mer Caspienne, mer fermée, rend la construction d'oléoducs et gazoducs absolument indispensable. La « bataille des oléoducs » fait donc rage, la Russie encaissant les coups plus qu'elle n'en donne, dans un contexte géopolitique dont nous avons vu supra qu'il était extrêmement complexe et instable. La région est bien au cœur d'un vaste poker stratégique qui met aux prises les Etats caucasiens et les grandes puissances.

II.1. Etat des lieux : incertitude sur les stocks

Selon les sources, les *réserves avérées* de pétrole de la Caspienne atteindraient de 16 à 25 milliards de barils, soit un volume évoluant entre celui de la Mer du Nord et celui du Koweït. Les estimations des *réserves potentielles*, quant à elles, sont l'objet de bien plus d'incertitudes encore, les fourchettes dépendant essentiellement des sources et des intérêts qui les sous-tendent. Celles-ci évoluent en effet d'un facteur 5, entre 40 et 200 milliards de barils !

C'est l'Azerbaïdjan qui possède le plus gros potentiel de la région caucasienne avec 30% des réserves. Ce pays était au début du XX^e siècle une sorte de nouvel eldorado, sa production, alors supérieure à celle des Etats-Unis, étant destinée à son unique client soviétique. Mais il a souffert d'une baisse d'intérêt après la découverte de nouveaux gisements en Sibérie. A partir de 1991, les cartes du secteur pétrolier ont été redistribuées, rendant le problème plus complexe encore. En effet, ainsi que le fait remarquer M.Thual dans son ouvrage « L'événement au crible de la géopolitique » (collection Repères internationaux), « *il n'y a plus deux riverains, mais une série d'Etats-successeurs qui tentent de s'assurer le contrôle de la mer Caspienne : outre l'Iran et la Russie, le Turkménistan, le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan. Cette nouvelle donne des riverains de la Caspienne devait déclencher une série de controverses juridiques, économiques et politiques.* »

A compter de cette date, les *majors* - grandes compagnies pétrolières occidentales - se sont ruées sur les terres azerbaïdjanaises pour obtenir leur part du gâteau à travers d'énormes contrats de plusieurs milliards de dollars (cf. § III.4. Les compagnies pétrolières : bras occidental). Il convient toutefois de nuancer ce tableau : la production reste faible compte tenu des coûts de production et d'exportation élevés et surtout du problème de l'évacuation de ces ressources, classant ainsi l'Azerbaïdjan parmi les pays les plus faiblement producteurs de pétrole. Les pays caucasiens voisins, tels que la Géorgie, à défaut de réserves, misent sur le raffinage ainsi que sur les droits de transit.

Ce rapide tour d'horizon effectué, il est important que soient mises en perspective les ressources en hydrocarbures de la Caspienne. La question clé pour l'Occident est de savoir si elles auront un impact significatif sur sa politique de sécurité énergétique ainsi que sur les cours mondiaux. Comparées aux ressources mondiales, il est important de noter qu'elles ne représentent qu'une infime partie des approvisionnements : environ 2% des réserves mondiales avérées. Et si tant

est que la région puisse atteindre son potentiel de production maximal, les exportations ne représenteraient pas plus de 4 à 6% de la consommation mondiale de pétrole vers 2010, ce qui ne permettrait de diminuer la dépendance occidentale vis à vis des pays producteurs du Moyen-Orient que dans une faible mesure.

De plus, si le marché mondial de l'énergie reste mou et si la production des Etats parias (*rogue states*) augmente dans la prochaine décennie, ce pétrole pourrait se révéler encore moins intéressant. On serait donc tenté de dire que le potentiel énergétique de la Caspienne est d'importance limitée, en tout cas en comparaison avec celui du golfe Persique ; selon des estimations récentes, le Golfe pourrait satisfaire la moitié des besoins mondiaux d'ici 2010. Il est donc peu probable que l'OTAN assure la protection directe des conduites ou des voies d'acheminement des ressources de la Caspienne, ce que de toute façon la Russie ne pourrait accepter.

Enfin, les réserves gazières sont également très importantes autour de la Caspienne, à une moindre échelle toutefois du côté occidental qu'oriental. Il est intéressant de noter que les républiques du Caucase, hormis l'Azerbaïdjan autonome grâce à ses gisements caspiens, dépendent du gaz russe.

II.2. Convoitises sur les flux : la bataille des oléoducs

Nous venons de voir que le problème énergétique réel est celui des flux d'hydrocarbures et de gaz. Les ressources caucasiennes sont importantes, celles présentes en Asie centrale le sont également, notamment dans le domaine du gaz. Il faut noter que le gaz iranien deviendra rapidement indispensable pour l'Europe et l'Occident, d'autant que les réserves gazières norvégiennes, anglaises et algériennes ont considérablement diminué. Apparaît clairement toute l'importance revêtue par les choix faits dans le domaine des tracés d'oléoducs et gazoducs.

A présent, faisons le point sur le réseau d'oléoducs, actuel et à venir. Les existants sont les suivants (cf. carte en annexe 7) :

- « voie russe » : oléoduc Bakou-Novorossisk, via les territoires tchéchène et russe, possédant des ramifications vers le nord,
- « voie géorgienne » : oléoduc Bakou-Soupsa, via la Géorgie, d'époque soviétique et en cours de rénovation.

Jusqu'à la décision capitale, prise en novembre 1999 sous l'influence active des Etats-Unis, de construire un nouvel oléoduc à fort débit de Bakou vers Ceyhan en Turquie (« route de l'ouest »), les projets étaient les suivants :

- Moscou souhaitait le doublement de la « voie russe », malgré les zones à risques,
- la Géorgie souhaitait celui de la « voie géorgienne », la plus directe et la moins coûteuse vers la mer Noire, et ce malgré les troubles sécessionnistes en Abkhazie,

- par ailleurs, il existe toujours du côté iranien des possibilités d'extensions à partir des oléoducs au nord de l'Iran, proches de la frontière azerbaïdjanaise.

Une véritable partie de bras de fer se joue donc autour des versants du Caucase. La Russie a toujours défendu l'idée que la majeure partie de pétrole devait passer par son territoire par le biais de l'oléoduc Bakou-Novorossisk, remis en fonction dès 1997 après un compromis avec les autorités tchéchènes. Mais 1999 a vu la reprise des hostilités ainsi que l'ouverture de l'oléoduc concurrent reliant Bakou à Soupsa, port géorgien sur les bords de la mer Noire. Par ce dernier, les Etats associés du GUUAM - Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie auxquels s'est allié l'Ouzbékistan, aidés de financiers occidentaux, ont créé une brèche importante dans l'ancien monopole russe (cf. § IV.1. Un jeu croisé d'alliances). La dernière offensive, de taille, a donc été lancée fin novembre 1999, comme nous l'avons vu, par l'officialisation d'un oléoduc et d'un gazoduc reliant Bakou à Ceyhan. Tout le pétrole du sud de la Caspienne éviterait ainsi la Russie et l'Iran, mais à un coût très élevé. Il est vrai que l'option nord était pénalisée par la vétusté et la faible capacité de l'installation ainsi que par les coûts de réhabilitation.

Mais si cette guerre pétrolière au Caucase semble perdue pour la Fédération russe, la « bataille des oléoducs » n'est pas close pour autant. En effet, des risques importants subsistent : dans un premier temps, le nouvel oléoduc de la « voie turque » traversera, non sans risques, la zone kurde occupée par le PKK. Dans un second temps, la Russie s'efforcera certainement de réactiver les foyers conflictuels le long du tracé sud qui lui échappe, dont il faut garder à l'esprit qu'il ne sera jamais, de ce fait, totalement sécurisé.

III – DE MULTIPLES ACTEURS SUR UN THEATRE TRES CONFINE

Ainsi que nous l'avons observé dans les paragraphes précédents, le cadre caucasien est complexe et les ressources énergétiques en attisent les tensions. Mais ce qui caractérise également cette région confinée du monde, c'est le nombre d'acteurs présents, aussi bien étatiques qu'étrangers, internationaux ou illégaux. La Russie y joue bien sûr un rôle prédominant, de fondement historique.

III.1. L'influence pesante du voisin russe

III.1.1. Un contexte très instable

Le Caucase est à plus de 3000 km de Mourmansk, autant que des Pyrénées. On peut affirmer que plusieurs mondes les séparent, sur le terrain comme dans l'imaginaire. Les Russes avaient une idée diffuse des « Suds » de l'Empire, composés de peuplades étranges, et quelquefois synonymes de vacances, de vin moldave ou de cognac géorgien.

Mais voilà qu'avec les derniers bouleversements des années 90, la Fédération a perdu presque tous ses Suds. Elle doit à présent se contenter d'un appendice entre Azov et Caspienne, au pays des cosaques et des Tchétchènes, et se refaire une idée de sa frange méridionale. A de nombreux égards, ce changement récent a été plus radical que celui de 1917, tant en termes politiques que territoriaux. La loi du 26 avril 90, fortement soutenue par Eltsine et votée par le Parlement fédéral, dont

l'objet était d'accroître les droits des entités autonomes de l'URSS, en est à l'origine ; elle les incitait ainsi à lutter pour leur souveraineté dans l'espoir de contrer les indépendantismes dans certaines républiques. A croire qu'elle était inspirée par la maxime du poète géorgien Chota Roustavéli : « *Ce que tu donnes t'appartient, ce que tu détiens est perdu.* » Depuis, une vaine reprise en main a été tentée par le biais de la constitution de 1993, dont l'un des objectifs était de mettre un terme aux tendances centrifuges et aux risques d'émiettement de la Fédération. Sept années ont passé depuis mais ces risques sont toujours présents, l'instabilité menace sous la précarité des *statu quo* et la guerre fait toujours rage au nord.

Pour autant, cette grande entité dominée par la Russie n'est pas disposée à laisser partir de sa Fédération ou de sa sphère d'influence, les républiques caucasiennes. Ce qui a fait dire à Alexander Rondeli qu'« *au Caucase, le principal facteur d'instabilité est non pas le nationalisme, mais la Russie et ses intérêts. Celle-ci ne veut pas de paix* ».

Ce qui est valable au nord l'est également au sud, en Transcaucasie : à titre d'exemple, un règlement négocié entre le Haut-Karabakh et l'Azerbaïdjan, comme entre la Géorgie et l'Abkhazie sécessionniste, priverait Moscou d'alibi pour maintenir ses bases arméniennes et son influence dans la région. De la Géorgie à l'Azerbaïdjan, en passant par l'Arménie, Moscou joue avec le feu, rendant le contexte géopolitique très instable.

III.1.2. Notion de limes et concept de l'étranger proche

Ainsi que l'explique J.C. Rufin dans l'ouvrage « Mondes rebelles : guerres civiles et violences politiques », le Caucase a assuré, avant l'effondrement de l'Union soviétique, les fonctions de l'antique *limes*, ligne fortifiée, doublée d'une route de rocade que les Romains établirent sous l'Empire le long des frontières les plus menacées, parfois sur une étendue considérable. Mais depuis, cette région est davantage l'objet d'inquiétudes que d'assurances pour la grande Fédération.

Cette notion est importante, d'autant qu'avant la chute soviétique, une entente avait été établie entre les Etats-Unis et l'URSS pour laisser à la partie adverse, sans réprobation possible, toute liberté d'action dans sa zone de prédilection, l'Amérique centrale pour les premiers, le Caucase pour la seconde. Il est, à ce sujet, aisé de faire le parallèle avec la France, autre ex-empire colonial, et son pré carré d'Afrique francophone.

Ainsi, la Fédération de Russie a conservé sa volonté de maintenir son influence sur l'ensemble de la région caucasienne, au nord plus qu'au sud pour les raisons que l'on sait. Il s'avère que les grandes puissances agissent généralement avec force dans ces *limes*, mais le plus souvent de manière indirecte ; sauf cas de force majeure à l'instar de la crise tchéchène, dans laquelle urgence fait loi.

Moscou a cependant plusieurs préoccupations majeures à compter de 1991. La Russie doit en effet réorganiser une structure interne ébranlée, mais également établir de nouveaux liens avec sa périphérie, notamment la Transcaucasie nouvellement indépendante, qui faisait pourtant partie intégrante de son empire depuis de longues décennies. Moscou doit en effet prendre conscience que ses

relations avec des républiques qui, il y a peu, étaient du ressort de sa politique intérieure, ressortissent désormais à sa politique étrangère. A ce propos, le cas de la Tchétchénie est clair aux yeux des Russes, ce pays relevant selon eux de la politique intérieure. Il faut également remarquer que la Russie s'est trouvée atteinte au cœur puisque avec les indépendances, plus de 25 millions de Russes des pays baltes, du Kazakhstan, d'Ukraine, de Moldavie et de Transcaucasie sont tout de même devenus des étrangers !

C'est ainsi que de concert avec la Biélorussie et l'Ukraine, deux autres nations slaves, la Russie a créé la Communauté des Etats Indépendants (CEI) le 8 décembre 1991, espérant y intégrer au plus vite les anciennes républiques soviétiques. De nouvelles frontières fédératives, ainsi que celles moins officielles et plus fluctuantes de la nouvelle communauté, se dessinent alors. La Russie a tenté à plusieurs reprises d'agiter le spectre de mouvements sécessionnistes, par le biais d'un soutien direct, au sein de pays récalcitrants pour leur imposer une réintégration au sein de la CEI. C'est le cas de la Géorgie, à travers laquelle Moscou compte récupérer de manière détournée l'accès à la mer Noire.

Une fois le nouvel espace défini, la Russie a mis sur pied le moyen d'y « sévir » selon le concept d'étranger proche (*blijnee zaroubeje*) élaboré en 1992. Mais en dépit de ses efforts, Moscou a éprouvé de grandes difficultés à manier de façon homogène et à imposer le concept d'intégration de la CEI, et notamment au Caucase du Sud. Actuellement encore, les risques d'implosion de la Fédération, à l'instar de celle de l'ex-URSS, ne sont pas négligeables face aux nombreuses forces centrifuges à l'œuvre depuis quelques années. Les soubresauts séparatistes secouent essentiellement les territoires périphériques, peuplés de non-slaves d'origine turque et musulmane qui représentent 15% de la population fédérale. De plus, ces régions, dont le Caucase, voient le taux de natalité de ces populations très nettement supérieur à ceux des slaves. Moscou peut craindre qu'à l'avenir, les non-slaves soient tentés de remettre en cause l'hégémonie du pouvoir russe et cherchent à s'émanciper, comme l'ont fait les républiques transcaucasiennes en 1991.

Nous verrons également, au § IV.2. (Le rôle de l'Occident et de l'OTAN), combien la réaction russe peut être vive quand elle fait le constat des avancées occidentales dans cette zone stratégique de l'étranger proche. Moscou élabore en la matière de nouvelles doctrines militaires plus agressives en réponse au risque d'encerclement voire d'intrusion dans ses régions méridionales périphériques, qu'elles soient d'ailleurs intégrées à la CEI ou non. Il est donc compréhensible que l'OTAN, après avoir investi l'Europe centrale au mépris des engagements pris avec Gorbatchev – Hongrie, Pologne et République tchèque y sont entrés récemment, ait tout de même décliné la proposition azerbaïdjanaise récente d'installations de bases dans le Caucase. Il y a en effet des « talons d'Achille » auxquels il convient de ne pas toucher. Le seul cas peut-être envisageable d'une intervention de l'Alliance à l'avenir pourrait n'être que celui d'une aide logistique ou d'un engagement dans une force de maintien de la paix effectuée dans le cadre de l'OSCE, mais il resterait un exercice à haut risque.

Enfin, ayant à peine remplacé Eltsine au Kremlin, Poutine réaffirmait avec force en janvier 2000 les axes de ce nouveau concept stratégique, dont la lutte

contre les forces périphériques centrifuges et le maintien de l'intégrité territoriale, n'hésitant pas, par ailleurs, à brandir la menace de son arsenal nucléaire en cas de blessure jugée trop sévère, ainsi que l'avait déjà fait son prédécesseur.

III.1.3. Caucase du Nord : dynamique conflictuelle pour la survie de la Fédération

On a pu lire dans le Figaro du 27 janvier 2000, un article du directeur de l'IFRI, Thierry de Montbrial, relatif à ce qu'il qualifie *d'incompréhension abyssale* entre l'Occident et la Russie au sujet de la deuxième guerre tchéchène, symbole de la dynamique conflictuelle au nord Caucase. Un mois auparavant, dans les colonnes de la revue n°476 de Courrier International, c'était au tour de M. Adler de poser la question de savoir si la Russie était accusée à tort dans le conflit tchéchène.

Ainsi, ces deux exemples montrent que les réactions occidentales ne sont pas, comme nous pourrions le penser, systématiquement et globalement axées contre la seule Russie, mais qu'il convient en la matière d'avoir un jugement pondéré sur les enjeux réels qui sous-tendent cette guerre difficile. Ces opinions ne sont pas les plus courantes, mais il est vrai que les démocraties occidentales arrêtent fréquemment la leur à travers le seul filtre médiatique, plutôt centré sur des considérations humanitaires à défaut d'informations objectives à caractère militaire. La guerre menée récemment au Kosovo a connu dans ce domaine un traitement un peu similaire, la crise opposant également un « grand » pays slave à une petite entité musulmane, face à une opinion internationale fortement orientée. D'autre part, l'application du concept occidental de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes est tout à fait irréaliste dans le contexte que nous avons décrit dans ces lignes, en dépit des résolutions de l'ONU qui érigent cette liberté en principe juridique fondamental.

M. Adler affirme donc que les Tchétchènes, malgré leurs réussites au sein du pouvoir central soviétique, ont décidé de conquérir leur indépendance *manu militari*, bien que celle-ci n'ait, selon lui, aucun fondement juridique ou économique. La réaction russe n'est donc de ce point de vue pas étonnante. Mais elle l'est d'autant moins que l'enjeu s'étend bien au delà des frontières et des maigres richesses tchéchènes. L'ancien président russe, Boris Eltsine, jugeait la situation « *extrêmement dangereuse* » et considérait, en septembre 99, que la crise dans le nord du Caucase constituait une « *réelle menace à l'intégrité territoriale de la Russie* ». Tout était dit, après qu'on ait rappelé à quel point la Fédération de Russie constitue un *meccano* fragile : d'une superficie de 17 millions de km² (dont 70% occupée par la Russie *stricto sensu*), elle est composée de près de 90 pièces disparates, habitées par 150 millions de personnes dont 80% de russes, qui représentent 100 nationalités différentes... Il est donc compréhensible que Moscou soit convaincu que l'irréductibilisme ou la sécession de l'une de ses pièces peut faire basculer l'ensemble de la Fédération dans le chaos.

Mais il existe encore d'autres éclairages pour comprendre la dynamique conflictuelle au nord Caucase.

En effet, la Russie a encaissé nombre de camouflets et de vexations en l'espace de seulement 20 ans. Les échecs se sont accumulés sans qu'aucune réaction n'ait pu entraver cette longue décadence : échec de la guerre afghane en 1989, implosion du monde soviétique en 1991 et retrait de l'Europe de l'Est, défaite en Tchétchénie en 1996, rapprochement de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie (via leur alliance turque) avec l'OTAN, mépris occidental lors de la crise du Kosovo et choix de l'option sud du nouvel oléoduc en 1999, enfin, acceptation par l'Union européenne de la candidature de son grand rival méridional, la Turquie. Autant dire que le pouvoir moscovite n'a pas éprouvé de difficultés à focaliser la rancœur de la population russe sur la nouvelle guerre tchéchène, d'autant que les généraux russes, anciens de la défaite de 1996 à Grozny, ne demandaient qu'à obtenir carte blanche pour prendre leur revanche et redorer le blason d'une armée en déroute. En guise d'illustration, dans un sondage de septembre 1999, les deux tiers des Russes se déclaraient favorables à l'expulsion de tous les Tchétchènes de Russie, ces boucs émissaires que l'histoire désignait sans peine. Il est intéressant de noter que cette réaction populaire est difficilement compatible avec la volonté politique de maintien du peuple tchéchène sous la coupe russe. Il semble probable que, quelque soit la conclusion provisoire de cette deuxième guerre, les combattants tchéchènes ne cesseront pas avant longtemps leurs actions contre ceux qu'ils considèrent comme étant des occupants.

Dernier point, et non des moindres, l'approche des importantes échéances électorales - législatives en décembre 99 et présidentielles en mars 2000, a agi comme un catalyseur sur les choix politiques et la détermination du pouvoir. Le Caucase du Nord se trouve donc aux « premières loges » à tous points de vue.

III.1.4. Transcaucasie : perte d'influence et enclavement

Ces derniers temps, il est difficile d'affirmer que la Russie étend sa présence en Transcaucasie. Elle y revoit sérieusement ses priorités en matière de sécurité nationale. Après s'être embourbée dans un partage délicat de la flotte de la mer Noire avec l'Ukraine, avoir lutté contre la Géorgie où elle comptait ses plus grosses bases militaires, après avoir perdu enfin une bonne part de son influence dans la région en raison de son aventure en Tchétchénie, Moscou est sur le point de perdre durablement la Transcaucasie. Pourtant, les événements du Caucase, voire dans le golfe Persique, la menacent de plus en plus directement sur son versant sud.

Le pouvoir moscovite n'ayant donc plus de moyen direct d'intervention dans les pays transcaucasiens depuis leur indépendance, il compte sur cet outil émoussé et peu efficace qu'est devenue la CEI pour continuer à préserver malgré tout sa zone d'intérêts stratégiques. Mais les nombreuses tergiversations de ces pays à l'égard de la communauté marquent le début d'une ère de perte d'influence. A des degrés divers, les Etats de la région Caspienne sont parvenus à réduire leur ancienne dépendance et à diversifier leurs relations économiques, politiques et militaires. Seule, l'Arménie continue à maintenir avec la Russie des liens privilégiés, l'autorisant à y déployer des bases militaires. La Géorgie et l'Azerbaïdjan préfèrent se tourner vers l'Occident, au grand dam de Moscou. Et comme pour confirmer son découplage et sa réelle indépendance,

l'Azerbaïdjan, fort de ses richesses souterraines, entretient des relations étroites avec la Turquie d'une part, et les Etats-Unis d'autre part.

Il semble maintenant à peu près clair que les pays atlantiques avancent doucement mais sûrement leurs pions sur l'échiquier caucasien, enclavant peu à peu la Fédération dans sa partie méridionale. Il n'y a qu'à étudier une carte de la région pour comprendre combien se réduisent les voies de sortie sur les mers du sud, ainsi que les perspectives économiques espérées sur ce flanc sud. Plus d'ailleurs que la « perte » de la Transcaucasie, c'est celle de l'Ukraine qui a le plus lourdement pénalisé la Russie quant à ses débouchés sur la mer Noire. Il existe dans le monde un autre conflit sanglant avec lequel on peut tenter un parallèle : l'Erythrée ayant fait sécession, l'Ethiopie a perdu l'ensemble de ses ouvertures sur la mer rouge et s'est ainsi trouvée totalement enclavée. Le complexe obsidional russe a donc encore de beaux jours devant lui, et les pays occidentaux ne réagiraient certainement pas mieux devant une telle situation. Cette manœuvre d'encerclement indirect fera l'objet du § IV – Le jeu complexe des alliances.

Les tableaux étant rarement monochromes, il convient de souligner que, malgré cette perte d'influence en Transcaucasie, la Russie a un rôle légitime et important de maintien de la paix à jouer dans la région, c'est en tout cas l'avis de pays situés du côté oriental de la Caspienne, en Asie centrale (Kazakhstan, Tadjikistan et, dans une moindre mesure, Turkménistan et Ouzbékistan). D'autre part, la diplomatie française, quelquefois seule à tenir un tel discours, met fréquemment l'accent sur le danger d'isoler ainsi la Russie. Il faut donc souhaiter à Moscou que son déclin régional soit, malgré tout, relatif.

III.2. Influences des puissances régionales face au géant russe

Le reflux russe et l'émergence d'Etats fragiles et instables en Transcaucasie, mais aussi en Asie centrale, ont fait craindre que ne s'y crée un « vide stratégique » suivi, pour le combler, d'une compétition entre les puissances voisines. Pourtant il semble que les prédictions alarmistes annonçant que la région risquait de devenir la proie d'un voisin hégémonique ne se soient pas vérifiées. Malgré leurs grandes ambitions, l'Iran et la Turquie manquent de moyens pour développer une sphère d'influence sur le Caucase du Sud. D'autre part, ces pays manœuvrent avec beaucoup de prudence de façon à ne pas froisser la Fédération de Russie qui ne compte pas se faire évincer du théâtre caucasien à si bon compte.

III.2.1. L'Iran grignotant aux marges, sans réelle percée

Début XIX^e siècle, il a fallu un certain nombre de crises diplomatiques aiguës entre Téhéran et Saint-Pétersbourg, et l'éviction traumatisante de l'empire perse de la région au début du XIX^e siècle, pour que le renoncement iranien sur le Caucase soit acquis. La politique iranienne est depuis lors empreinte d'une grande prudence.

Malgré cela, au tout début de l'ère post-soviétique, on se méfiait encore de l'Iran. En fait, ce pays a gardé un profil bas dans la zone et y a mené une politique pragmatique, prudente et modérée. Il n'a pas essayé d'y exporter sa révolution islamique par la propagande, la subversion ou le terrorisme. En revanche, il a

essayé d'y étendre son influence en fournissant une assistance technique et financière, en soutenant l'intégration économique régionale, en développant les relations culturelles et en aidant le Kazakhstan et le Turkménistan, sur la face orientale de la Caspienne, à mettre en place des routes alternatives d'acheminement des hydrocarbures.

III.2.2. La Turquie : une quête prudente pour une domination improbable en Transcaucasie

La Turquie est considérée comme la grande rivale régionale de la Russie. Longtemps bloquée par ce qu'on a appelé le « rideau de fer », sa politique dans le Caucase connaît depuis l'effondrement soviétique une relative embellie. De nouvelles opportunités se présentent à elle, particulièrement du côté des républiques transcaucasiennes, mais qui nécessitent de la part d'Ankara une certaine mesure de façon à ne pas indisposer Moscou. Sa politique consiste en effet à repousser lentement mais durablement le voisin russe en aidant la Géorgie, l'Azerbaïdjan (avec lequel elle noue des liens étroits) et même l'Arménie à s'émanciper, malgré de faibles moyens financiers, tout en jouant la carte américaine. Cette dernière lui a d'ailleurs permis d'obtenir un succès capital dans la bataille des oléoducs (§ II.2. Convoitises sur les flux : la bataille des oléoducs.) Les Etats-Unis misent d'autant plus sur la Turquie, plate-forme eurasiennne stratégique, qu'elle souhaite ainsi bloquer l'expansion de son voisin iranien. Mais le récent retour en force de la Fédération russe dans le nord du Caucase - en Tchétchénie - ne laisse pas d'inquiéter la Turquie. Cette dernière conserve, malgré cette situation, un atout de poids, en offrant aux républiques caucasiennes une alternative possible pour échapper au puissant voisin russe, et un modèle d'islam laïc pour les républiques ex-soviétiques musulmanes.

Par ailleurs, et de façon à asseoir davantage son influence régionale sur le plan économique, la Turquie a créé la Z.C.E.M.N. (Zone de Coopération Economique de la Mer Noire), en réponse à la mise en place en 1992 du Conseil de la Caspienne sous l'influence de l'Iran, qui regroupe également les pays riverains, mais dont le fonctionnement est quasiment nul.

L'intérêt porté par la Turquie pour les gisements pétroliers mais également gaziers du Caucase est à la hauteur de ses besoins prévisibles : la consommation de gaz en Turquie devrait en effet être multipliée par 6 d'ici 2020, et sa production électrique devrait être en forte augmentation.

Il semble donc que la Turquie, pays otanien qui pourrait être prochainement intégré à l'Union européenne, ait de nombreux atouts et soit bien positionné pour accroître son influence sur la région. Cependant, ainsi que nous l'avons vu, elle doit opérer avec pondération et ne devrait pas, face à l'influent voisin russe, prendre de position hégémonique sur le Caucase.

III.3. Les mafias locales, au cœur de la culture caucasienne

Le système clanique à base ethnique, dont nous avons vu précédemment qu'il faisait partie intégrante de la culture caucasienne, a été un excellent terreau pour le développement exponentiel des mafias en tous genres dès l'effondrement de

l'autorité soviétique, notamment dans le nord du Caucase, contribuant ainsi activement à l'instabilité générale. Certains clans, voire certaines républiques, se sont trouvés des « spécialités ». Ainsi, le Daghestan est devenu un centre de contrebande et de braconnage, l'Ingouchie, le centre régional de trafic de l'or et des drogues, l'Ossétie du Nord, le producteur principal de vodka illégale.

Ces organisations, acteurs non étatiques du Caucase, font à présent partie du paysage local. On estime même qu'elles contrôleraient 40 à 70% de l'économie régionale, et que 50% des revenus des entreprises ainsi verrouillées seraient consacrés à la corruption. Au titre des activités illégales, le rapt est également une activité très répandue au nord du Caucase, générant de substantiels revenus. Globalement, ces mafias et ces gangs concerneraient plus de 25.000 personnes, et l'économie parallèle dégagerait ainsi un chiffre d'affaires estimé à près de 150 milliards de dollars ! On peut comprendre alors sans difficultés que le pouvoir russe, en quête de devises, puisse se compromettre ostensiblement avec ces organisations mafieuses, leur concédant même des pans entiers de l'économie locale. Ainsi, la plupart de ces groupes, y compris en Tchétchénie, ont des intérêts liés avec les gens de pouvoir à Moscou ou dans les grandes villes de la Fédération...

L'insécurité est donc devenue chronique, et l'élimination des « gêneurs » (police, armée, magistrats, politiques.), habituelle. Le régime de la terreur criminelle a ainsi remplacé celui de la terreur totalitaire. Cet ensemble de pratiques et de dérives est à l'origine de grandes tensions économiques et sociales, qui ne peuvent que faire craindre la montée de mouvements islamistes et nationalistes chez les nombreux laissés-pour-compte, qui représentent dans certaines républiques une majorité de la population, jeune de surcroît. La menace est réelle, elle touche le Caucase – qui n'en a pas l'exclusivité, mais aussi beaucoup plus largement les républiques de la Fédération de Russie, ou encore de nombreux pays dans le monde.

III.4. Les compagnies pétrolières, bras occidental

Les dirigeants transcaucasiens considèrent que le pétrole est plus une arme qu'une source de prospérité. Le choix des alliés est donc primordial, qui se matérialise par celui des compagnies pétrolières et gazières, autres acteurs sur le théâtre caucasien. Moscou étant en perte de vitesse dans cette partie du monde, il n'est pas étonnant de voir les gros contrats tomber dans l'escarcelle des compagnies occidentales.

Les investissements, tant au niveau des forages que de la construction d'oléoducs et gazoducs, sont considérables. Un consortium domine le marché, l'Azerbaïdjan Operating International Consortium (AIOC), dominé par B.P. et AMOCO. Le « contrat du siècle » a ainsi été conclu en 1994, peu avant la première guerre tchétchène dont certains pensent que les deux événements ne sont pas complètement dissociables.

Mais si la Turquie, et surtout les Etats-Unis, sont particulièrement présents depuis 1990 en Asie centrale, l'Azerbaïdjan souhaite ne pas mettre tous ses intérêts dans les mêmes mains. Ainsi, l'Europe et notamment la France, a

certainement un rôle important à jouer, à travers notamment ses compagnies GDF ou encore ELF-TOTAL. Ces deux dernières sociétés récemment regroupées ont tout de même prévu un plan d'investissements de 50 à 80 milliards de dollars sur les quinze années à venir. Le président Chirac, lors de sa visite en Arménie et Azerbaïdjan en septembre 1998 dans le cadre du Groupe de Minsk (règlement du Haut-Karabakh), s'est d'ailleurs intéressé de près à ce volet économique.

Quant aux oléoducs, la construction de la voie turque d'ici 2005, longue de près de 2000 km, représente le coût très important de 4 milliards de dollars : ce facteur a été le principal argument de ses détracteurs, en comparaison avec les options nord (russe) et sud (iranienne). Mais le choix, hautement géostratégique, a été fait d'opter pour ce gigantesque projet. Ses conséquences sur la future configuration énergétique régionale seront, à n'en pas douter, très lourdes.

IV. LE JEU COMPLEXE DES ALLIANCES

Si le contexte géopolitique est complexe, le jeu d'alliances peut le rendre plus sensible. Ces grandes manœuvres, basées sur des enjeux énergétiques, mais surtout sur des considérations géostratégiques, ne peuvent s'opérer que dans le sud du Caucase, le nord étant toujours soumis à la loi fédérale russe. Nous nous intéresserons donc essentiellement à la Transcaucasie.

IV.1. Un jeu croisé d'alliances autour d'un axe stratégique régional

La disparition de l'étau soviétique sur la région a redonné toute latitude aux républiques transcaucasiennes pour tenter une véritable libération de l'orbite russe. Mais elles ne peuvent la réaliser sans aide extérieure, d'autant que la Russie dispose encore de puissants bras de levier pour entraver ces tentatives, surtout lorsqu'il s'agit de contrer les avancées occidentales, et américaines en particulier.

Ainsi, ces petites républiques essaient de nouer des relations avec les pays voisins du Caucase, sachant que l'Arménie et l'Azerbaïdjan ne pactiseront pas avant que le conflit du Haut-Karabakh ne soit réglé. Il se dégage de ces alliances deux fronts adverses, sur les arrières desquels nous trouvons encore et toujours les deux grands rivaux, les Etats-Unis, première puissance mondiale, et la Russie, *grande puissance nucléaire mais régionale* pour reprendre le qualificatif d'Alain Duhamel.

Le GUUAM et l'Occident ...

Un premier regroupement a été constitué en 1996 à partir de « l'union des Trois » que sont la Géorgie, l'Azerbaïdjan, et l'Ukraine. L'année suivante, une première extension s'est opérée avec l'inclusion de la Moldavie. Le GUAM était né, avec pour objectif l'approfondissement des liens, ainsi que la coopération économique et politique. Ses fondements, quant à eux, étaient liés au constat d'une convergence d'intérêts stratégiques et de sécurité, à la méfiance à l'égard de la Russie et à une orientation pro-occidentale. En avril 1999, lors du cinquantenaire de l'OTAN, l'Ouzbékistan a rejoint cette alliance régionale encore informelle, pour former cette fois le GUUAM, qui regroupait désormais

l'ensemble des républiques de l'ex-URSS non signataires du Traité de sécurité collective de la CEI.

Par les relations qu'entretient notamment l'Azerbaïdjan avec la Turquie et les Etats-Unis, cette alliance a une forte connotation turque, occidentale et otanienne : l'armée azerbaïdjanaise a adopté les standards turcs de conduite des combats et procède régulièrement à des manœuvres. Les Etats-Unis, avec leurs alliés, cherchent le moyen de renforcer leur influence dans la région, que ce soit avec l'Azerbaïdjan qui présente par ailleurs un grand intérêt, non seulement en raison de ses réserves énergétiques, mais aussi parce qu'il est « *un pays clé sur le plan géostratégique dans une région charnière entre l'Asie centrale (Est de la mer Caspienne) et l'Occident* », ou que ce soit à travers l'outil politique du Partenariat pour la paix. Un constat est assez fréquemment établi et avéré : là où se trouvent les Américains, les positions de la Russie s'affaiblissent considérablement. La CEI poursuit ainsi son lent déclin face à la montée en puissance du GUUAM et des alliances pro-occidentales. Mais Moscou n'est pas totalement absent de la partie.

... face au rapprochement Athènes - Erevan - Téhéran - Moscou

Face à cette nouvelle configuration, Moscou a tenté de tisser une toile concurrente de façon à ne pas disparaître de la zone caucasienne ainsi que du marché énergétique régional. Ainsi, des accords de coopération ont été établis entre la Russie et l'Iran pour l'exploitation de pétrole et de gaz, en riposte à la création du nouvel oléoduc. Pas un mouvement, donc, qui ne soit aussitôt contrecarré.

D'autres pays ont opéré des rapprochements similaires, que ce soit pour des considérations historiques, économiques ou militaires. Ainsi, la déclaration récente du ministre grec de la Défense selon laquelle l'Arménie, la Grèce et l'Iran avaient l'intention de signer un accord trilatéral de coopération militaire avait produit sur toute la Transcaucasie l'effet d'une bombe. Pour la première fois, outre le GUUAM, l'alliance entre la Turquie et l'Azerbaïdjan, qui bénéficie depuis longtemps du soutien tacite de l'OTAN, allait avoir une véritable rivale. Une note du Centre américain d'analyse Stratfor indiquait même que cet accord trilatéral était en mesure de saper l'unité de l'OTAN et la stratégie de l'Alliance dans les Balkans et le Caucase, d'accroître la tension entre la Grèce et la Turquie, d'isoler l'Azerbaïdjan et la Géorgie, enfin de fournir à la Russie un important moyen de pression sur l'OTAN. Cette note précisait que « *l'accord militaire entre l'Iran, l'Arménie, que soutiennent ouvertement la Russie et la Grèce, qui est membre de l'OTAN, la menace que cette alliance constitue pour la Turquie, cet autre membre de l'OTAN, tout cela constitue un camouflet pour l'Organisation atlantique* ».

Nous voyons que ce jeu croisé d'alliances autour de l'isthme caucasien, par ses imbrications multiples, peut avoir de lourdes conséquences. L'enjeu stratégique est de taille : il s'agit clairement d'évincer le camp adverse, de manière à parvenir à stabiliser la région caucasienne, à son plus grand avantage.

IV.2. Le rôle de l'Occident et de l'OTAN autour d'un arc stratégique continental, de l'Atlantique à la mer de Chine

Au-delà de ces considérations, la partie qui se joue au Caucase a certainement une portée bien plus large, à l'instar d'autres zones conflictuelles telles que les Balkans. Ces bouleversements ne sont pas anodins, ni bien évidemment sur le plan humain, ni sur le plan géopolitique, au sens très large du terme. On peut penser que depuis l'implosion du système soviétique, les grandes crises actuellement rencontrées sur la périphérie du continent eurasiatique cachent encore une rivalité profonde entre le bloc continental russe et l'Occident, voire plus précisément l'Alliance atlantique. En d'autres termes, il s'agit d'obtenir le contrôle de l'Eurasie soit dans le cadre d'un espace euro-atlantique, soit dans celui d'un espace paneuropéen. Des options semblent d'ores et déjà se profiler, aux dépens manifestes du bloc continental.

Moscou, face à ces déconvenues majeures, a dû adapter sa doctrine, à défaut de pouvoir infléchir efficacement sa stratégie. Dans l'article « Russie : Une doctrine de circonstance » de la revue TTU du 28/10/99, celle-ci est ainsi décrite : « *Suite à l'humiliation subie pendant la guerre du Kosovo, il devient nécessaire de contrer les menaces nées de tentations à ignorer les intérêts de la Russie dans la résolution des problèmes de sécurité internationale, de l'élargissement de blocs et d'unions militaires, de l'entrée de troupes étrangères, sans accord du Conseil de sécurité de l'ONU, sur le territoire d'Etats proches de la Russie* ». Dans cette logique, les rédacteurs se disent prêts à riposter à des agressions de grande ampleur utilisant des moyens conventionnels par l'emploi, en premier, de l'arme nucléaire. Ce qui constitue une évolution sensible de doctrine par rapport aux réflexions stratégiques présentées en 1993 et 1997. Evolution qu'a relayé à Moscou, le vice-ministre Mikhailov, en promettant une riposte au projet N.M.D. américain par l'emploi massif, le cas échéant, d'engins intercontinentaux pour « saturer » les capacités de défense anti-missiles mis en place par les Etats-Unis. Un discours qui a manifestement des accents de guerre froide...

Ces réactions, brutales de prime abord, sont tout à fait compréhensibles eu égard à la décadence de l'influence de cette immense mais fragile Fédération russe. La nouvelle organisation de l'OTAN a en effet pour conséquence de découpler la Russie de son étranger proche, menant ainsi, de façon indirecte, à une gigantesque manœuvre d'encerclement. Le positionnement occidental est à rapprocher des événements de la dernière décennie : des Pays baltes aux nouveaux membres otaniens d'Europe centrale, en passant par les Balkans, dont la Bosnie et le Kosovo durablement occupés par l'Alliance, le Caucase était jusqu'alors un des rares chaînons manquant à la constitution d'un arc stratégique continental, de l'Atlantique à l'Asie centrale. Cette ceinture pourra ensuite être extrêmement intéressante par les possibilités de prolongation qu'elle offrira vers l'Afghanistan, le Pakistan, l'Inde et enfin, le monde chinois, mais également par les perspectives énergétiques qu'elle laisse entrevoir.

Dans cette optique, le Caucase du Sud, tout périphérique qu'il soit pour l'Occident, représente donc un nouvel enjeu pour les puissances. D'autant plus nouveau qu'il y a encore une dizaine d'années, les intérêts de sécurité des

Occidentaux se focalisaient presque exclusivement sur le front européen. Les autres zones, l'Asie centrale et la Transcaucasie, étant en général perçues comme étant de moindre importance. A partir du milieu des années 90, leur intérêt pour la Caspienne, stimulé par son large potentiel énergétique et par les rivalités d'influence, s'est substantiellement accru. L'Union européenne s'est même engagée dans un ambitieux et coûteux projet de corridor de transport pour relier l'Europe à l'Asie qui fait potentiellement de la Caspienne et du Caucase une zone d'intérêt vital.

Enfin, avant de clore ce chapitre, voyons quel est le rôle joué par la France dans cette région lointaine. La France demeure une des grandes puissances pétrolières et gazières du monde et ne saurait de ce fait être absente d'un jeu dont dépend, au cours de ce nouveau siècle, l'alimentation en énergie de l'Europe Occidentale. A noter qu'entre autres compagnies, Gaz de France n'est pas absente du Caucase. L'enjeu de la Caspienne ne manquera pas de conditionner d'une certaine façon la politique française à l'égard tant de Moscou que de Téhéran ou d'Ankara. La Caspienne semble être devenue, avec toutes les «réserves» que nous y avons apporté, un des rendez-vous géopolitiques du XXI^e siècle.

V – LA PROBLEMATIQUE DE LA STABILITE REGIONALE : QUELLES VOIES D'AVENIR POUR LE CAUCASE ?

Nous voici pratiquement arrivés au terme de cette étude, à l'issue de laquelle nous sentons bien que la stabilité de la plate-forme caucasienne, pourtant difficilement envisageable à court terme, est la condition *sine qua non* du développement futur de la prospérité économique, démocratique et politique au Caucase.

Mais cette stabilité achoppe encore sur une multitude de points de résistance que nous avons tenté d'analyser dans les pages qui précèdent, à commencer par la dualité et l'antagonisme des régimes entre les deux versants. Au Caucase du Nord, celle-ci dépend essentiellement de l'évolution de la politique russe envers ses composantes périphériques. En Transcaucasie en revanche, elle dépend des capacités d'émancipation des républiques indépendantes vis à vis de l'ancien « propriétaire » russe, à la condition toutefois qu'elles parviennent d'une part à régler durablement les conflits bilatéraux, et surtout à éliminer le système des dérives mafieuses et des trafics, et d'autre part à mettre sur pied des structures de gestion des crises et de coopération régionale.

Le premier point commun que nous venons de dégager est l'influence, directe ou indirecte, du pouvoir moscovite sur l'ensemble du Caucase. Or, la Fédération souffre de tant de maux qu'elle aura toujours la tentation de vouloir les exporter sur sa périphérie. Sur un plan purement géopolitique, elle n'acceptera pas avant longtemps d'avoir perdu ses approches méridionales, tant en Ukraine qu'en Transcaucasie. Il n'y a vraisemblablement aucune raison que le jeu auquel nous assistons prenne fin à court terme, d'autant que la pression occidentale, ne serait-ce que pour des raisons énergétiques, est insupportable pour la Russie comme elle le serait également dans le cas inverse.

Le second point commun est la tendance intrinsèque de la culture caucasienne à gérer les affaires à la « mode clanique » et mafieuse. Cette caractéristique séculaire, comme toutes les caractéristiques humaines, n'est pas la plus facile à corriger. La démocratisation des républiques caucasiennes, pourtant nécessaire au développement général, risque fort de prendre les habits de l'Arlésienne. D'autant que cette affection pour les *modus operandi* violents laisse craindre que de nouveaux conflits éclatent dans les dix ou quinze années à venir, dues à de sérieuses menaces internes ou régionales : paupérisation et disparités croissantes dans la redistribution des revenus, immaturité des institutions politiques, croissance démographique rapide, urbanisation massive, conflits de ressources (eau, énergie et ressources minières), corruption et criminalité galopantes. En somme, la région offre un échantillon de tous les problèmes de la « faillite » de l'Etat. L'instabilité pourrait d'autant plus déboucher sur une crise, que les institutions de coopération régionale sont déficientes, le principal obstacle restant l'extrême méfiance qui règne entre les trois Etats transcaucasiens, accentué notamment par la position spécifique de l'Arménie, qui peine à se tourner vers l'Ouest.

Toutefois, certains éléments positifs peuvent favoriser l'établissement de cette hypothétique stabilité régionale.

En effet, de nombreux analystes mettent le doigt sur le rôle pacificateur des échanges commerciaux, et en particulier énergétiques. Le pétrole et le gaz seraient donc des gages de stabilisation, en dépit des tensions que ces ressources ne manquent pas de créer. Le réseau des oléoducs et gazoducs devrait entraîner une certaine solidarité basée sur la convergence des intérêts. Dans un même ordre d'idée, le développement des échanges purement commerciaux ne pourra qu'être positif. C'est d'ailleurs là tout l'enjeu de la création de la nouvelle « Route de la Soie », reliant Paris à Shanghai via le Caucase, et du projet TRACECA (corridor de transport euro-asiatique). Ce dernier a été lancé en 1993 à l'initiative de l'Union européenne qui en assume le coût estimé à 6 milliards de francs. Il vise à la création de voies de transport modernisées et à tarifs réduits devant relier entre elles les ex-Républiques soviétiques de Transcaucasie et d'Asie centrale. Ainsi, pour ces régions déstabilisées, le projet TRACECA devrait faciliter la coopération économique et commerciale et aider ainsi à consolider la stabilité régionale.

Autre facteur de poids, l'influence du monde extérieur sur les affaires caucasiennes est porteuse d'espoirs. L'action de l'Union européenne, de la Banque mondiale, de la BERD, du FMI, de l'ONU, de l'OSCE et des ONG pourraient, ou plutôt devraient, suppléer la forme agressive que prend trop souvent l'intervention occidentale, à travers notamment l'OTAN. En clair, toute tentative de faire de l'OTAN un gendarme caucasien sous la direction des Etats-Unis se heurterait à de fortes résistances, russes pour la plupart, et pourrait jusqu'à mettre en péril l'unité de l'Alliance, ainsi que nous l'avons vu.

Pour terminer, le Caucase forme un ensemble géopolitique à plusieurs facettes. En conséquence, et face à cette situation, l'Occident devra définir des priorités au Caucase. Celles-ci devraient tendre idéalement vers la constitution d'un ensemble géopolitique commun, auquel participerait la Russie, et c'est précisément là tout le défi dont on peut légitimement penser qu'il est utopique. En effet, aucun pays ni

aucune organisation internationale n'est en mesure de résoudre à lui seul la question de l'intégration ou tout autre problème régional, ni d'établir son hégémonie dans la zone. Toute tentative d'exclure des processus régionaux les pays ayant une influence sur l'évolution du Caucase, et en tout premier lieu la Russie, ne peut qu'entraver l'intégration et la stabilité régionale.

Mais le Caucase et ses défis sont tels, que devant la divergence des intérêts et la convoitise des nombreux acteurs en présence, il est très probable que cet isthme caucasien soit pour longtemps encore une région en proie à de sévères turbulences.

CONCLUSION

Cette étude prend fin. Sa difficulté a certainement résidé dans le fait que traiter du Caucase dans sa globalité n'est pas chose aisée dans la mesure où il est composé, depuis bientôt dix années, de deux entités politiquement très distinctes et fractionnées.

Néanmoins, nous avons pu dégager de nombreux domaines communs, cette démarcation n'étant finalement que très récente au regard de l'histoire.

Parmi ceux-ci, la complexité générale prévaut sur l'ensemble du Caucase, au nord, resté sous la coupe rigide de la « Fédération russe », comme au sud, où les jeunes républiques transcaucasiennes se débattent encore dans des crises internes d'Etats-nations immatures et dans des conflits extérieurs maintenus en veilleuse par des *statu quo* fragiles. La complexité touche, plus que d'autres régions du monde, les secteurs géographique, politique et ethnique. Elle fixe le cadre instable d'un jeu d'acteurs aux intérêts très divergents, autour du pivot énergétique du réservoir caspien et de son débouché en mer Noire. Nous avons vu que la Russie, qui tente de recomposer son espace géopolitique après l'implosion soviétique, cherche à lutter contre l'enclavement et la manœuvre d'encercllement et de contention menée conjointement par le « bloc occidental », à la tête duquel se trouve son grand rival américain, et la Turquie. Le face-à-face Washington – Moscou, tout inégal qu'il peut être, n'est donc pas près de disparaître des relations internationales, et notamment de ce lieu d'affrontement majeur.

Cependant, il ne faut pas se tromper d'échelle. Il se joue en effet au Caucase, sous une trompeuse apparence, une lutte titanesque dont une des conséquences majeures, pour ne pas dire un des objectifs finaux, est de pouvoir contrôler l'ensemble de la ceinture méridionale du bloc eurasiatique, de l'Atlantique au *limes* chinois, voire à la mer de Chine à travers le marché intérieur, en passant par l'Asie centrale. Les perspectives sont prometteuses, tant du point de vue énergétique que de celui du gigantesque potentiel de développement de l'Empire du milieu dont la population devrait dépasser le milliard et demi d'habitants dans vingt-cinq ans. Le Caucase, véritable carrefour des civilisations, peut être considéré sans ambiguïté comme une des clés géopolitiques de cette problématique.

Mais la maîtrise de ce carrefour ne pourra être exploitable et bénéfique, pour les puissances extérieures comme pour les pays caucasiens eux-mêmes, qu'à la

condition expresse d'une stabilisation durable de la région. Mais, neuf ans après le bouleversement géostratégique que l'on sait, et à l'image des séismes qui la secouent périodiquement, cette partie du monde risque fort de rester un foyer de turbulences, s'interrogeant encore longtemps sur son devenir.

Entre Washington et Moscou, il reste clairement un très vaste domaine d'actions politiques et économiques pour l'Europe de demain, pour le plus grand bien du Caucase. Les voies d'un devenir plus prospère se situent peut-être là...

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et études :

- « La fin d'un Empire : de l'URSS à la CEI » - FEDN 1992
- « Incendie au versant nord du Caucase » - Herodote (sept 1996)
- « Mondes rebelles, guerres civiles et violences politiques » - Michalon (1999)
- Etudes comité 4 de la 51^{ème} session nationale IHEDN (juin 1999)
- « Etats et nations en Transcaucasie » - La documentation française (1999)
- « 100 portes de la Russie » - Editions de l'Atelier (1999)
- Cahiers de Chaillot (juillet 1999) - La région de la mer Noire
- « L'année stratégique 2000 » - IRIS - Editions Michalon
- « Introduction à l'analyse géopolitique » - A. Chauprade
- « L'événement au crible de la géopolitique » - F.Thual
- « Géopolitique de la Russie » - Economica - J.C.Romer

Revue et Périodiques :

- TTU 07/05/1998 « La France pense (aussi) à l'Azerbaïdjan »
- TTU 24/09/1998 « Le Daghestan vers l'embrasement »
- TTU 28/10/1998 « Caucase : le grand jeu fait tourner les têtes »
- TTU 28/10/1999 « Russie : une doctrine de circonstance »
- TTU 04/11/1999 « Washington à la peine dans le Caucase »
- TTU 11/11/1999 « La Tchétchénie nourrit les contradictions en Russie »
- Le Monde diplomatique - « Poudrières de la planète » (Janv. / Fév. 98)
- Bilan du Monde 1999 (Le Monde)
- L'événement - « Moscou bombe le torse en Tchétchénie » (29/09/1999)
- Courrier international n°468 - « Caucase : le grand jeu pétrolier » (oct.1999)
- Le Point - Alexandre Grigorianz (15/10/1999)
- L'Express - Alexander Rondeli (25/11/1999)
- Courrier international n°476 - « La Russie accusée à tort ? » (Alexandre Adler décembre 1999)
- Le Figaro - Thierry de Montbrial (27/01/2000)